B'NAI B'RITH
FRANCE

Représentations du conflit israélo-arabe dans les manuels d'Histoire de classe Terminale

Une étude du B'nai B'rith France

Représentations

du conflit israélo-arabe

dans les manuels d'Histoire

de classe Terminale

Une étude du B'nai B'rith France

— BBF —

BBF contact :
Tél. : 01 55 07 85 45
Courriel : bbf@bbfrance.fr

ISBN : 978-2-9544996-9-7
© BBF - 2021 - montage infographique : www.ateliercortical.com

Directeur de Publication

Philippe Meyer
Président du B'nai B'rith France

Rédactrice en chef

Véronique Hauptschein

Membres de l'équipe éditoriale

Sylvie Altar
Régine Bessis
Marc Hassan
Françoise Hyafil
Danielle Malka
Bernard Massoubre
Perla Relkin
Dominique Sitruk

Éditeur

Étienne Gotschaux

Nous remercions chaleureusement

Denis Charbit et Frédéric Encel

pour leurs précieux conseils à l'occasion de l'élaboration de cette brochure

Sommaire

Introduction 6

Manuels d'Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences politiques..... 15

1. Lien du peuple juif à la terre d'Israël
2. Les guerres israélo-arabes
3. Le conflit israélo-palestinien
4. Choix des documents
   4.1. Page introductive au Tème 2 - Faire la guerre, faire la paix
   4.2. Tème 2 : « Objet de travail conclusif - Le Moyen Orient »
   4.3. Shlomo Sand : « Comment la terre d'Israël fut inventée »

Manuels d'Histoire..... 14

1. Sionisme, lien du peuple juif à la terre d'Israël
2. Les guerres israélo-arabes
3. Le conflit israélo-palestinien
4. Accords et traités de paix
5. Palestine, Palestiniens
6. Choix des documents : Histoire des arts - Robert Capa

Conclusion 19

Introduction

Le B'nai B'rith est la plus ancienne et la plus importante organisation humanitaire juive au monde. Présente dans 50 pays, elle s'attache à défendre les valeurs universelles de fraternité, de tolérance, d'humanisme. Elle lutte contre les haines, les replis identitaires et les extrémismes qui fragilisent la cohésion de notre société.

Le B'nai B'rith France, mobilisé face au regain d'antisémitisme en France qui est souvent véhiculé sous le masque de l'antisionisme a souhaité réaliser une étude sur les représentations du conflit israélo-arabe dans les manuels scolaires de Terminale d'Histoire et d'Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences politiques (HGGSP), conformes aux nouveaux programmes.

Les manuels scolaires étant considérés - à juste titre - comme une source fiable d'information, une référence pour les élèves, ces enseignements revêtent une importance capitale. Ils forment les citoyens de demain et contribuent à la construction de leurs représentations sociales et politiques.

L'étude que nous vous proposons s'adresse à tous les acteurs de l'enseignement et de la diffusion du savoir, et plus généralement à tous les citoyens engagés dans une réflexion sur la construction harmonieuse de notre société de demain. Une école formant les futurs citoyens, tolérants et dotés d'esprit critique est une des conditions nécessaires pour bâtir cette société fraternelle, apaisée, unie autour de ses valeurs communes à laquelle nous aspirons tous.
Puisse ce travail y contribuer.

Phillipe Meyer
Président du B'nai B'rith France

Manuels d'Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences politiques

---

1. Lien du peuple juif à la terre d'Israël

Dans les manuels le lien ancestral du peuple juif à la terre d'Israël apparaît dans un document : la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël. Excepté dans le manuel *Hatier*, où ce document ne figure pas.

Un rappel succinct de la filiation géographique, culturelle et politique du peuple juif avec ce territoire ouvrirait un champ de compréhension par rapport à une réalité complexe. Il invaliderait l'idée que cette terre a été choisie au hasard afin d'y créer un État souverain pour le peuple juif. Des communautés juives s'étaient maintenues sur cette terre, alimentées par des vagues d'immigration successives, Espagne (XVème siècle), Russie (XIXème). Le mouvement sioniste s'inscrit dans ce prolongement et confère aux nouvelles vagues d'immigration déployées sous son aile une signification politique.

On appréciera la clarté et la qualité des informations historiques du *Nathan* p.152, paragraphes « Repère » et « Peuples et États du Moyen-Orient » ; et p.155, la définition du sionisme, référence à *« Sion... terme ancestral signifiant Jérusalem* ».

On regrettera la formulation du *Magnard* p.138 : « *... les sionistes voient dans la Palestine le berceau de leur civilisation... »*. Affirmation tendancieuse qui induit que cette perception n'est pas établie, qu'elle est uniquement propre aux sionistes. Cet attachement à la terre d'Israël est inscrit dans la tradition juive ancestrale dans ses rites et ses prières.

2. Les guerres israélo-arabes

La résolution 181 de l'ONU concernant le plan de partage de la Palestine, étape fondamentale dans l'histoire contemporaine du Moyen Orient, est évoquée de manière inégale. Si le *Belin* p.161-162, y fait référence, cet évènement n'apparaît pas dans la frise chronologique des dates clés p.160. On appréciera les manuels *Hatier* p.140 et 150, *Hachette* p.142 et en particulier *Nathan* p.154 et p.156 : *« En 1947, l'ONU tente de mettre un terme aux affrontements entre Arabes et Juifs sionistes avec un plan de partage de la Palestine. Rejeté par les Arabes, il est accepté*

par les sionistes, dont le leader David Ben Gourion proclame l'État d'Israël le 14 mai 1948 ». Les faits sont relatés dans leur intégralité, chaque élément étant essentiel.

Nous relevons dans le *Magnard* p.136, l'interprétation tendancieuse de la création de l'État d'Israël : « *Sans tenir compte du plan de partage de la Palestine proposé par l'ONU en 1947, David Ben Gourion proclame la naissance de l'État d'Israël*. » Cette formulation occulte le refus arabe, ne dit rien du départ des Britanniques la veille, alors qu'ils avaient été chargés de faire advenir les deux États sur le terrain. En renonçant à leur mission, ils ont créé un vide juridique que remplit Ben Gourion en proclamant la naissance de l'État d'Israël. La formulation retenue s'apparente à une délégitimation de l'État d'Israël, qui d'ailleurs est reprise dans ce manuel p.144.

L'ensemble des manuels s'accorde à dire que le déclenchement de la 1ère guerre israélo-arabe par les États arabes limitrophes provient de leur refus de reconnaître le partage de la Palestine. Seul le *Magnard* p.128 en rejette l'entière responsabilité sur l'État d'Israël : « *Imposée par la force des armes et de ses soutiens extérieurs, la création de l'État d'Israël en 1948 plonge le Proche-Orient dans une longue période conflictuelle* ». La déclaration de guerre des cinq États arabes, leur avantage numérique et matériel ne sont pas mentionnés.

On notera que seuls les manuels *Hachette* p.143 et *Belin* p.161, précisent que la fermeture du détroit de Tiran par l'Égypte est l'élément déclencheur de la guerre de 1967 ; et pour la guerre de 1973, la volonté de récupération par les Syriens et les Égyptiens des territoires perdus par eux en 1967.
Il est surprenant, d'une part qu'aucun manuel ne mentionne les accords d'armistice de Rhodes en 1949 ; d'autre part que l'accord de paix israélo-jordanien de 1994 ne figure que dans le *Nathan* p.154.

Nous relevons également dans le *Magnard* p.136 - Proche-Orient 1948 à 1993 - la phrase : « *Israël, État riche, doté d'une armée moderne*... ». D'une part, la définition d'Israël comme « état riche » est troublante. Ce qualificatif véhicule un poncif inquiétant. On dit en général : État moderne, État industrialisé. D'autre part « l'armée moderne » laisse entendre qu'Israël aurait fait face à des armées anciennes ou mal équipées des États arabes, ce qui n'était pas le cas de 1948 à 1973.

Dans le même paragraphe du *Magnard* p.136, on peut lire une phrase fourre-tout : « *Israël réussit à s'imposer, lors de chaque guerre, aux dépens de ses voisins arabes (Égypte, Jordanie, Syrie, Liban) qui ont choisi de se ranger dans le camp soviétique* ». Il semblerait que l'historien ait cédé à la tentation de la rapidité. Cette approximation induit des erreurs historiques, le Liban n'ayant pas participé à la guerre de 1967 ; et il est erroné d'écrire que la Jordanie et le Liban ont fait partie du camp soviétique. Même l'Égypte n'en fait plus partie à partir de 1977.

Si l'ensemble des manuels s'accordent à dire que le conflit israélo-arabe est de nature territoriale et politique, sans aucune justification le *Belin* p.177 le qualifie de « *conflit interconfessionnel* ». Cette outrance interpelle. Le propos aurait pu être nuancé, car s'il est vrai que la dimension religieuse s'est introduite dans le conflit, avec le poids des partis religieux en Israël et surtout avec la volonté de l'Iran d'exporter sa révolution islamique dans le monde arabe, cette affirmation résonne comme une instrumentalisation. De plus, dans le contexte français, elle est de nature à attiser les tensions intercommunautaires.

Nous regrettons qu'aucun manuel ne mentionne le fait que dans les deux décennies suivant le rejet de la résolution 181 par les pays arabes et la guerre de 1948, près de 800 000 Juifs autochtones des pays du Moyen Orient (du Maghreb et du Machrek) ont quitté leur pays suite à des pressions ou en ont été expulsés, et dans de nombreux cas déchus de leur nationalité, puis spoliés.

3. Le conflit israélo-palestinien

Le conflit israélo-palestinien est un sujet sensible, surtout en France. Lourd de passions, il s'alimente d'idées reçues et de haine. Évoquer cette dimension passionnelle afin de déconstruire les préjugés pourrait être un élément pacificateur.

Le conflit israélo-palestinien est évoqué dans tous les manuels. Toutefois peu de place est accordée dans ces guerres irrégulières aux attaques suicides de kamikazes, aux attentats meurtriers, aux tirs de roquettes perpétrés par des groupes armés palestiniens contre la population civile israélienne.

Si les manuels *Hatier* p.143, *Belin* p.161 et *Nathan* p.161 mentionnent la prise de pouvoir par le Hamas à Gaza, fragilisant davantage les efforts de paix, la complexité de la situation palestinienne aurait demandé un développement plus important.
Le Hamas est simplement défini dans le *Belin* p.176 et le *Hachette* p.156, comme « *une organisation armée* » sans préciser qu'elle est reconnue comme organisation terroriste par les principales instances internationales, dont l'Union Européenne et les États-Unis. Toutefois le *Hatier* précise p. 151 que *« le Hamas refuse l'existence d'Israël* ».

Les accords et les rencontres de Camp David 2 réunissant Ehoud Barak et Yasser Arafat, qui ont montré des avancées dans le dialogue entre les belligérants, auraient mérité un développement plus important. Les négociations entre Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas en 2008 et la mission Kerry en 2014 ne sont pas mentionnées.

On s'interrogera sur l'amalgame du *Magnard* p. 86 : « *islamisme, fondamentaliste juif et chrétien »* comme *« moteur majeur des conflits* », qui tend à faire penser que les trois se valent. C'est accorder peu de place à la réalité du le terrain, les mouvements juifs et chrétiens n'étant aujourd'hui ni la cause ni le moteur des conflits.

4. Choix des documents

4.1. Page introductive au Tème 2 - *Faire la guerre, faire la paix*

Faire la guerre, faire la paix est illustré dans tous les manuels par une photographie en rapport avec le thème mais généraliste. Seul le *Magnard* p.75 a choisi de faire figurer une photographie suggestive ne permettant qu'une seule interprétation du chapitre : l'affrontement d'un soldat israélien très équipé, symbole de force qui invective un civil palestinien, symbole de faiblesse. Cette représentation univoque laisse à penser dès l'abord qu'Israël est un pays belliqueux et guerrier face à des civils sans défense, posant ainsi un biais idéologique, une analyse simplificatrice et réductrice du conflit israélo-palestinien.

4.2. Tème 2 : « Objet de travail conclusif - Le Moyen Orient »

• Photographies introductives

La diversité des photographies introductives du Tème 2 des manuels *Belin* p.158, *Hatier* p.134 et 135, *Hachette* p.140 et 141, *Nathan* p.149, montre avec justesse les différents aspects du Moyen Orient, à l'exception du *Magnard* p.124, qui choisit avec partialité de faire figurer une photo légendée : « *combattants palestiniens lors de la première guerre israélo-arabe 1948* ». On y voit des combattants civils, arabes, tenant des armes rudimentaires. Or la guerre de 1948 n'était pas une guerre civile entre deux populations sur un même territoire, mais une guerre interétatique avec l'entrée en guerre de cinq pays voisins, et dont l'enjeu était d'ignorer la résolution de l'ONU prévoyant deux États souverains réunis par une union économique.

• Citation de David Ben Gourion

Faisant suite à cette photo, *Magnard* p.124, propose une citation, non référencée, attribuée à Ben Gourion : « *Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promis, mais comment cela pourrait-il les concerner ?* ».
Cette citation extraite d'une conversation, rapportée par Nahum Goldman dans le livre « Le paradoxe juif », ne constitue pas une authentification lui permettant de figurer dans un manuel scolaire.
Une citation empruntée à un homme politique est censée refléter sa philosophie de l'action, ses objectifs. Il y a une malhonnêteté à faire dire à un leader le contraire de ce qu'a été son combat.

4.3. Shlomo Sand : « Comment la terre d'Israël fut inventée »

Dans le *Belin* p.175, le choix du texte de Shlomo Sand destiné à une classe de terminale nous paraît pour le moins pernicieux du fait des affirmations péremptoires et dénuées de fondement scientifique qu'il véhicule.

Le discours de concession « *il faut rester critique à l'égard du document* » n'est pas une compensation suffisante au choix qui a été entériné. Une chose est

d'éveiller l'esprit critique des élèves, une autre est de leur imposer un texte dont la critique demande une connaissance parfaite de la région sur les plans historique, économique, juridique, social, etc.

Un élève de terminale a-t-il les connaissances suffisantes ? D'une part, pour évaluer les accusations répétitives à l'égard de l'État d'Israël : « *ségrégation* », « *arabes, citoyens de seconde zone* », « *apartheid* » ? D'autre part, pour comprendre à quoi correspondent les expressions suivantes : « *cette ethnie imaginaire* », « *la fiction qu'elle a engendrée* » et l'impact d'un « *état binational* » que le manuel cite à quatre reprises ?

À aucun moment les auteurs ne se demandent si ce document est partial, pas plus qu'ils ne fournissent un autre point de vue qui permettrait aux élèves une analyse plus fine de la situation éminemment complexe.

Les manuels scolaires sont perçus - à juste titre - comme des objets de légitimation de l'histoire et le danger est grand, soit de ne pas avoir la capacité d'une critique objective, soit de faire l'impasse sur ce texte en le laissant à l'appréciation des élèves, avec les conséquences qu'il peut avoir sur de jeunes adultes. Car accepter une telle analogie pourrait mener à consentir à ce que l'État d'Israël disparaisse. D'autant que le texte de Shlomo Sand conclut à une apologie de la violence, une insurrection civile comme exutoire inéluctable.

Il est trop facile de convoquer un Israélien pour parler d'Israël dans ces termes. On n'aurait pas idée de convoquer un Palestinien pour condamner le terrorisme palestinien et défendre le sionisme.

Manuels d'Histoire

1. Sionisme, lien du peuple juif à la terre d'Israël

Dans les manuels, le sionisme est défini par les ouvrages *Hachette* p.131, *Hatier* p.126, *Magnard* p.120, *Nathan Cote* p.133, *Nathan Le Quintrec* p.133 comme un « mouvement politique né à la fin du XIXème siècle visant à la création d'un état juif en Palestine ». Seul le *Belin* p.335 in Lexique ajoute à sa définition du sionisme une référence à l'identité juive ancestrale : « Sionisme : (...) *son nom fait référence à Sion, nom biblique qui désigne Jérusalem et son peuple.* »

Il aurait été souhaitable, dans le contexte passionnel du conflit israélo-arabe et afin de redonner du sens à ce mot, souvent objet des pires polémiques, de le replacer dans une perspective historique complétant la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, document figurant dans tous les manuels.

Comme nombre de projets nationalistes nés dans la seconde moitié du XIXème siècle - le nationalisme arabe en fait partie - le sionisme a été pensé et vécu comme une révolution, une renaissance dans l'histoire des Juifs. Il s'enracine dans un attachement millénaire à la terre d'Israël, entretenu au cours des siècles par une tradition religieuse et culturelle. Ces précisions permettraient de comprendre que le choix de la Palestine ne fut pas un hasard, replaçant le sionisme comme un objet d'Histoire que l'on pourrait évoquer plus sereinement.

2. Les guerres israélo-arabes

Les manuels évoquent le plan de partage de la Palestine par l'ONU en 1947 (cf. la Résolution 181) de manière incomplète. Fondement juridique de la partition de la Palestine mandataire, la résolution votée à la majorité des 2/3 établissait par la création d'un État juif et d'un État arabe les conditions d'une paix durable. Elle fut acceptée par la direction sioniste, mais refusée par les États arabes et la direction palestinienne. Sans l'intégralité de ces éléments, la compréhension de cette situation complexe est fragmentaire. De ce point de vue, les ouvrages *Nathan Cote* p.133, *Magnard* p.121 et *Hatier* p.126 sont les plus complets.
À noter le souci de rigueur des manuels *Nathan Cote* p.135 *et Nathan Le Quintrec* p.139 qui mettent en perspective des documents affichant différents points de vue d'un même fait.

La majorité des manuels mentionnent l'entrée en guerre en 1948 des cinq pays arabes voisins contre le nouvel État d'Israël, excepté le *Belin* p.125 où ne figure qu'une carte légendée : « La première guerre israélo-arabe ».

La fermeture par Nasser du détroit de Tiran comme élément déclencheur de la guerre de 1967 ne figure que dans les manuels *Nathan Le Quintrec* p.168, *Hatier* p.159 et *Belin* p.151. Nous regrettons que les raisons des guerres postérieures à 1948 ne soient pas systématiquement précisées.

Il n'est pas fait mention de l'exode des 800 000 Juifs des pays arabes suite à la création de l'État d'Israël entre 1948 et 1967. Si le *Belin* p.125 l'évoque : « *... des Juifs quittent les pays arabes* », il omet de préciser que ces départs ont été pour beaucoup provoqués par une politique hostile à leur encontre.

3. Le conflit israélo-palestinien

Les manuels font référence au terrorisme palestinien, en particulier à travers l'attentat aux jeux olympiques de Munich en 1972. Toutefois, excepté *Hatier* p. 259 *: « 1996-2005 Grand nombre d'attentats du Hamas (mouvement islamiste palestinien) sur le territoire israélien »*, aucun manuel ne mentionne que le Hamas est un groupe déclaré terroriste par l'Union européenne.

Seul le manuel *Hatier* p.259 in Chronologie cite l'évacuation par Israël de la bande de Gaza en 2005. Nous regrettons qu'aucun manuel ne mentionne la prise du pouvoir par les armes de ce territoire par le Hamas en 2007 au détriment de l'Autorité Palestinienne, complexifiant davantage la situation de la région.

Nous relevons, dans Magnard p.269, une photographie représentant une portion de mur, légendée insidieusement comme suit : « *La frontière entre la Cisjordanie et Israël. Un mur de plus de 700 km a été construit entre la Cisjordanie et Israël* ». Ce document, extrait du journal Ouest France du 14 mai 2018, aurait dû être vérifié avant de figurer dans un manuel d'Histoire, le mur n'existant que sur 4% des 700 km, le reste étant constitué d'une clôture.

4. Accords et traités de paix

Les accords de paix avec les Palestiniens sont évoqués dans les manuels *Hatier* p.259, *Nathan Cote* p.282, *Magnard* p.268 et *Belin* p.258 *;* simplement mentionnés dans une frise du *Hachette* p.281 et absents du *Nathan Le Quintrec*. Aucun manuel ne cite les traités de paix israélo-égyptien et israélo-jordanien.

5. Palestine, Palestiniens

Nous avons relevé une ambiguïté dans l'emploi des mots « Palestine » et « Palestiniens » qui pourrait accréditer l'idée qu'historiquement la Palestine fut un État souverain et ses habitants les Palestiniens.

L'ensemble des manuels utilise ces mots sans en donner de définition, à l'exception de deux manuels : le *Hatier* p.126 : *« Palestinien : Arabe vivant ou ayant vécu sur le territoire de la Palestine britannique, ou un de ses descendants »* ; et le *Hachette* p.131 : *« Palestine, territoire de l'Empire Ottoman confié en 1920 au Royaume-Uni avec le projet de créer un foyer national juif »*.

Des précisions d'ordre historique et géographique devraient permettre de mieux appréhender l'évolution géopolitique de cette région.
Palestine : les changements de dénomination de ce territoire au cours des occupations depuis l'Antiquité ne facilite pas la compréhension de ce que ce nom englobe.
Palestiniens : le terme « Palestiniens » désignait de 1920 à 1947, dates du mandat britannique sur la Palestine, l'ensemble de la population vivant sur cette terre, musulmans, juifs, chrétiens et druzes, etc. Depuis 1948, il désigne la population arabe de Cisjordanie et de Gaza, y compris les réfugiés de 1948.

6. Choix des documents : Histoire des arts - Robert Capa

Dans le Belin, une double page (126,127) propose d'accompagner le point de passage obligatoire (PPO) « 1948 : naissance de l'État d'Israël » par quelques photographies prises en 1948 et 1949 par le célèbre photoreporter américain Robert Capa.

D'une part, au paragraphe *Mise en perspective*, l'activité s'intitule « *Au service des mythes fondateurs de l'État d'Israël* ». Il y est demandé, en s'appuyant sur le parcours de Robert Capa, de décrire *« les différents mythes ou stéréotypes auxquels il a recours »*. Le questionnement fermé ne laisse aucune place au doute.

D'autre part, l'iconographie (photo n° 2 p.126) est intitulée par les auteurs du manuel « *Le mythe de la terre promise* ».
De plus, on s'étonne de la répétition à trois reprises du mot « mythe » dans la même page.

Ces choix éditoriaux imposent à l'élève d'adopter le point de vue des auteurs, à savoir que l'attachement séculaire des Juifs envers la terre biblique serait une fiction destinée à servir une idéologie récente, le sionisme.

Enfin il est plus que problématique de reprendre, presque mot pour mot, le titre du livre de Roger Garaudy intitulé *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, ouvrage qui a été condamné par la justice française en 1998.

Nous regrettons que cette activité fondée sur une prise de position univoque trouve sa place dans un manuel d'Histoire. Sans une mise en perspective historique afin de susciter un débat, elle ne cherche pas à faire comprendre l'événement que fut la création de l'État d'Israël, mais à porter un jugement subjectif et critique sur cet événement.

Conclusion

Au terme de cette étude sur l'analyse des représentations du conflit israélo-arabe dans les manuels scolaires de Terminale d'Histoire et d'HGGSP de Terminale, on constate une grande richesse documentaire, une iconographie abondante, de nombreuses frises, dont l'objectif est de permettre aux élèves d'appréhender une situation historique complexe. Toutefois, comme indiqué dans ladite étude, on retient une inégalité dans le traitement de l'information.

On appréciera le contenu rigoureux de certains manuels HGGSP. En revanche, on regrettera dans d'autres éditions mentionnées ci-avant, une approche parfois manichéenne, voire partisane des faits. Cette inégalité de traitement porte sur des omissions, des textes et des choix de documents peu équilibrés.

Les manuels d'Histoire présentent plus d'homogénéité et d'équilibre dans leur présentation. Toutefois comme nous l'avons relevé, certains documents et textes ne sont pas de nature à devoir figurer dans un manuel d'Histoire. Nous regrettons que le « survol » du sujet dû au peu d'heures attribuées conduise à présenter une image parfois simplifiée du passé et des enjeux actualisés.

Le B'nai B'rith France est conscient de l'importance et de l'impact de l'enseignement historique dans la formation intellectuelle et politique du jeune adulte. Le manuel qui relève de l'usage de « ressources » pour l'enseignant et de « guide » pour les élèves doit permettre des apprentissages réfléchis, sereins et éloignés de tout parti pris ou militantisme. Une démarche pédagogique orientée ne donne ni clés d'analyse ni ouverture au dialogue, deux principes nécessaires à la construction d'une société apaisée et à la concorde civique.

B'NAI B'RITH
FRANCE

Tél. : 01 55 07 85 45
bbf@bbfrance.fr

ISBN : 978-2-9544996-9-7

Publications du B'nai B'rith France